

Service Risques Naturels et Technologiques - Unité
Départementale de la Corse-du-Sud
Centre administratif Paglia Orba
Lieu-dit : "La Croix d'Alexandre" - Route d'Alata
20090 Ajaccio

Ajaccio, le 07/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ANTARGAZ

LDT ASPRETTO
20090 Ajaccio

Références : SRNT/2023-422
Code AIOT : 0007300010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement ANTARGAZ implanté LDT ASPRETTO 20090 Ajaccio. L'inspection a été annoncée le 15/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTARGAZ
- LDT ASPRETTO 20090 Ajaccio
- Code AIOT : 0007300010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le centre emplisseur exploité par la société ANTARGAZ à Ajaccio, lieu-dit "Aspretto", permet un approvisionnement en butane et propane "vrac" et en produits conditionnés (bouteilles) d'une

clientèle constituée par les entreprises, les établissements publics (hôpitaux, maisons de retraite, écoles, cantines, salles de sport, etc...), les H.L.M. et les particuliers.

Le site, autorisé depuis 1954, est classé "SEVESO seuil haut" et réglementé par l'arrêté préfectoral n°07-0294 du 5 mars 2007 portant autorisation de poursuite d'exploitation.

L'inspection portait sur les équipements sous pression du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- équipements sous pression.

2) Constats

2-1) Introduction

Sous l'autorité du préfet de département, la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse (DREAL Corse) conduit une mission essentielle de contrôle des appareils à pression visés à l'article L.557-1 du code de l'environnement. Les actions de surveillance sont destinées à s'assurer du respect de la réglementation mise en place pour garantir la sécurité des appareils à pression. Elles sont nécessaires pour garantir la protection des utilisateurs et de l'environnement ainsi que pour assurer une équité dans la concurrence entre les différents opérateurs économiques.

Les appareils à pression, listés à l'article R. 557-1-1 du code de l'environnement, sont :

- Les équipements sous pression (ESP) et ensembles dont les caractéristiques sont fixées aux articles R. 557-9-2 et R. 557-14-1 du code de l'environnement ;
- Les récipients à pression simples (RPS) dont les caractéristiques sont fixées aux articles R. 557-10-2 et R. 557-14-1 du code de l'environnement ;
- Les équipements sous pression transportables (RSPT) dont les caractéristiques sont fixées aux articles R. 557-11-2 et R. 557-15-1 du code de l'environnement ;
- Les équipements sous pression nucléaires (ESPN) et ensembles mentionnés à l'article L. 595-2 du code de l'environnement.

Les trois missions de surveillance réalisées dans le domaine des appareils à pression par la DREAL Corse et le pôle de compétence en appareil à pression de la zone Sud-Est (PCAPSE), conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle BSERR n° 047 du 24 décembre 2018, sont les suivantes :

1. La surveillance, en application du règlement européen n° 2019/1020 du 20 juin 2019, de la conformité des appareils à pression mis sur le marché européen ;
2. La surveillance des appareils à pression en service ;
3. La surveillance des organismes, dans le cadre de l'article L. 557-31 du code de l'environnement, habilités.

Les exigences techniques et réglementaires à respecter lors de ces opérations de contrôle sont définies par l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Marquage des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.IV	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle s'est fait en deux temps:

1. En salle, le contrôle de la liste des équipements sous pression soumis à un suivi en service, avec une vérification approfondie pour deux équipements:

- le réservoir de propane P5,
- la tuyauterie 3.25 "Aspiration pompe propane",

2. Une visite terrain avec un contrôle visuel des deux équipements sus-cités.

L'inspection a constaté 2 non-conformités lors du contrôle en salle:

1. l'absence d'identification des équipements à l'arrêt (ou au chômage) sur le site dans la liste des équipements sous pression,
2. un manque d'indications dans la liste des tuyauteries concernant la périodicité réelle des contrôles, le régime des tuyauteries (soumises ou non à requalification périodique), les dates des dernières inspections ou requalifications périodiques.

L'inspection a constaté 1 non-conformité lors de la visite terrain, au niveau de la zone pomperie:

1. une absence de marquage des tuyauteries.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Lors du contrôle en salle: - concernant les liste des récipients fixes, l'inspection a constaté que la requalification périodique des 6 accumulateurs à vessie (marque ROTH) n'avaient pas été réalisées (date limite au 29/04/2023). Ces dispositifs servent à éviter les coups de bélier lors du déchargement du bateau. L'exploitant a indiqué que ces équipements étaient à l'arrêt car le fournisseur ne réalisait plus de requalification sur ces équipements, obligeant un rééquipement à neuf. Les nouveaux accumulateurs sont attendus pour novembre 2023. L'inspection a pu constater sur site que ces équipements étaient effectivement à l'arrêt. L'inspection demande à l'exploitant de bien signaler dans la liste des ses équipements sous pression les équipements étant à l'arrêt ou au chômage. - concernant la liste des tuyauteries, l'inspection demande de faire figurer la périodicité des

contrôles effectivement tenue sur le site, soit, selon l'exploitant, une périodicité plus courte que celle prévue par le programme de contrôle applicable à l'ensemble des sites ANTARGAZ (60 mois) du fait de la corrosion liée à la localisation du site d'Ajaccio en bord de mer. La liste devra faire apparaître clairement les dates des inspections périodiques et préciser les tuyauteries soumises à re-qualification périodique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 2 : Marquage des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Marquage des tuyauteries
Prescription contrôlée : IV. - Les tuyauteries sont identifiées de façon à permettre leur repérage tant en exploitation que lors d'une intervention.
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que certaines tuyauteries au niveau de la pomperie n'étaient pas identifiées (marquage avec produit, sens de circulation, mention de danger, ...). L'exploitant indique que la zone pomperie doit être entièrement renouvelée en 2024. L'inspection demande à l'exploitant de justifier du bon marquage des tuyauteries (par photographies ou autre) de la zone pomperie à l'issue des travaux de rénovation de cette zone. Pour mémoire, le marquage devra être conforme à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12mois